



**BP 28
20222 BRANDO
Tel : 04.95.33.20.84**

Marché de fournitures

Document unique

Objet de la consultation

**Fourniture et installation
de tableaux numériques interactifs**

Date limite de réception des offres

31/10/2018 à 12:00

Le présent marché est passé en vertu des dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, régissant la procédure adaptée.

Article 1 – Identification de l'acheteur

Autorité compétente pour signer le marché : Monsieur le Maire

Personne désignée pour renseigner les bénéficiaires des nantissements (article 130 du décret relatif aux marchés publics) : Monsieur le Maire

Comptable assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier du Cap

Adresse : Résidence le Castille
20200 Ville-de-pietrabugno

Article 2 – Organisation de la commande au niveau de l'acheteur

Acheteur :
Commune de Brando
BP 28
Erbalunga
20222 BRANDO
Tél : 04.95.33.20.84
04.95.33.92.40
mél : mairie-de-brando@wanadoo.fr
<http://www.commune-brando.fr/fr/>
L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Article 3 – Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

La présente consultation est une consultation initiale.

Article 4 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :
Ce marché a pour objet l'acquisition par la Mairie de Brando de 5 tableaux numériques interactifs ainsi que du matériel audiovisuel nécessaire à leur usage.

Il est décomposé ainsi:

- le tableau numérique interactif
- Une structure de fixation murale
- Le logiciel pédagogique
- Le boîtier de connexion

Article 5 – Forme du marché

Marché ordinaire passé par un pouvoir adjudicateur.

Article 6 – Délivrance du dossier de consultation des entreprises

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : <http://www.klecoon.fr>

Le DCE est composé des documents suivants :

- Document unique
- Cadre de réponse technique et fonctionnelle
- Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

Article 7 – Modifications majeures du dossier de consultation

Conformément à l'article 43-III alinéa 2 du décret marché public, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur proroge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 15 jours francs entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des offres.

Article 8 – Modifications mineures du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 9 – Forme juridique des groupements

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

L'acheteur n'exige pas que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution du marché.

Article 10 – Présentation de candidature conformément à l'article 48 du décret relatif aux marchés publics

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature établie sur un formulaire DC1 à jour entièrement complété, ou établie sur papier libre, précisant :
 - le nom et l'adresse du candidat
 - si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et du mandataire et répartition des prestations en cas de groupement conjoint
 - Une déclaration sur l'honneur : le candidat devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance relative aux marchés publics et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Une déclaration du candidat établie sur un formulaire DC2 à jour entièrement complété, précisant les renseignements demandés à l'article 12 - Conditions de participation et moyens de preuve acceptables ou les documents établissant ses capacités, tels que demandés à ce même article

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie

(<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Article 11 – Présentation de candidature sous forme de DUME conformément à l'article 49 du décret relatif aux marchés publics

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne 2016/7, en lieu et place des documents mentionnés à l'article 48 du décret relatif aux marchés publics. Le pouvoir adjudicateur ne met pas à disposition des candidats de DUME Acheteur. Cela signifie que les candidats doivent renseigner la première partie du DUME concernant les informations relatives à la procédure.

DUME électronique

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées.

Consignes pour remplir le DUME selon la forme de candidature optée par l'opérateur économique

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Article 12 – Conditions de participation et moyens de preuve acceptables

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.
- Références des principales fournitures ou des principaux services fournis sur 3 ans.
- Titres d'études et professionnels exigés du prestataire de services ou du contractant lui-même

Article 13 – Restrictions liées à la présentation des offres

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché plusieurs offres, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Article 14 – Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés notés sur 50 et énoncés ci-dessous :

1. Critère Modalités d'exécution pondéré à 10 %.
2. Critère Prix des prestations pondéré à 40 %.
3. Critère Valeur technique pondéré à 50 %.

Article 15 – Contenu des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Le présent document unique, complété, paraphé, daté par le candidat .Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en euros.
- La décomposition du prix global forfaitaire .

Article 16 – Cohérence de l'offre

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, l'indication en lettres, hors taxes, figurant à l'article Prix (à compléter par le candidat), prévaudra sur toutes les autres indications.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et le document unique, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 17 – Nature des communications et échanges d'informations avec les candidats

Les communications et les échanges d'informations, dont l'envoi des candidatures et des offres liés à la présente consultation sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation.

Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre.

Article 18 – Conditions générales d'envoi ou de remise des offres

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- **Par transmission électronique**
- La présentation sur un support physique électronique n'est pas autorisée.
- L'envoi des offres par voie postale n'est pas autorisé.
- La remise des offres contre récépissé n'est pas autorisée.

Les offres devront parvenir à destination avant le 31/10/2018 à 12:00.

Article 19 – Conditions d'envoi par transmission électronique

Les candidats présenteront leur réponse au moyen de fichiers comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

La transmission dématérialisée est effectuée via le profil d'acheteur suivant : <http://www.klekoon.fr>.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

Prescriptions relatives aux fichiers informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf".

La taille maximum acceptée des fichiers est la suivante : 500 Mo.

Règles de nommage des fichiers dans le cadre de la réponse du candidat

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégé du candidat et l'éventuel numéro du lot concerné. La dénomination des documents de votre candidature et de votre offre est importante : elle doit être la plus simple possible pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir.

Article 20- Signature des documents transmis par le candidat

Il n'est pas exigé des candidats que le présent document unique soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement le présent document unique.

En cas de groupement le présent document unique sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). Ce document d'habilitation, transmis électroniquement à l'acheteur, est signé par les autres membres du groupement. Cette signature peut être électronique. Elle peut aussi être manuscrite et le document d'habilitation scanné, dans ce cas l'original pourra être exigé par l'acheteur en cas d'attribution.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES. La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations de signature que ceux transmis par voie électronique. Si la copie de sauvegarde est présentée au moyen d'un support papier, la signature est manuscrite. Si le support est de nature électronique, la signature est électronique.

Article 21-Rematéralisation des documents électroniques avant attribution

Les candidats, ayant remis un pli par voie électronique, sont informés de la re-matérialisation de l'offre en document papier, préalablement à la conclusion du marché avec l'attributaire. Le candidat sera alors invité à procéder à la signature manuscrite des documents re-matérialisés.

Article 22- Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

Candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise..

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde uniquement sous forme de support papier.

Conditions d'envoi de la copie de sauvegarde:

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure et l'éventuel lot concerné. La copie de sauvegarde ne peut être commune à l'ensemble des lots pour lesquels candidate éventuellement l'opérateur économique.

Conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde:

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent : lorsque la candidature ou l'offre électronique contient un programme informatique malveillant ou virus; lorsque la candidature ou l'offre électronique est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ; lorsque la candidature ou l'offre électronique n'a pas pu être ouverte par l'acheteur. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure

Article 23- Assistance aux candidats et échanges d'informations

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions sur l'offre, l'éventuelle demande de régularisation ou les négociations et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..) sont opérés par voie électronique au moyen du profil d'acheteur.

Article 24 – Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur au plus tard avant le 25/10/2018.

- pour les renseignements d'ordre administratif :

Commune de Brando

Adresse : BP 28

Erbalunga

20222 BRANDO

Tél : 04.95.33.20.84

Fax : 04.95.33.92.40

Mél : mairie-de-brando@wanadoo.fr

Adresse Internet : <http://www.commune-brando.fr/fr/>

Article 25 – Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre

L'acheteur accepte comme preuve suffisante que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés à l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, les documents justificatifs suivants :

- Extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés au 3° de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux 1° et aux a et c du 4° de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné au 2° de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire du marché dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception de la demande émise par le pouvoir adjudicateur.

Cependant, ces pièces n'ont pas à être remises si le candidat a fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation gratuite et en ligne par l'acheteur de ces mêmes pièces justificatives.

Article 26 – Phase de négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

Après réception et examen des offres, une phase de négociation sera engagée avec tous les candidats.

Les offres irrégulières ou inacceptables seront admises à la négociation. Néanmoins, les offres irrégulières ou inacceptables ne pourront être retenues que si elles deviennent régulières ou acceptables suite aux négociations. A l'issue de la négociation, un classement sera effectué.

Les négociations pourront porter sur les prix et l'offre technique des candidats

Article 27 – Infructuosité

En cas d'infructuosité, le pouvoir adjudicateur après en avoir informé les candidats éventuels, peut relancer une consultation avec publicité et mise en concurrence sous forme de procédure adaptée ou

procéder à un négocié sans publicité ni remise en concurrence en cas de situation visée par l'article 30-I alinéa 2 du décret relatif aux marchés publics.

Article 28 – Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- Le document unique
- Le cahier des clauses administratives générales – techniques de l'information et de la communication (CCAG – TIC) approuvé par arrêté du 16 septembre 2009 et publié au JO du 16 octobre 2009
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Cadre technique et fonctionnel

Article 29 – Variantes

Il n'est pas exigé de variante de la part du pouvoir adjudicateur et les variantes proposées par les candidats ne sont pas autorisées.

Article 30 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix forfaitaires.

Article 31 – Modalités de variation du prix

Les prix sont fermes.

Article 32 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 33 – Prix (à compléter par le candidat)

Les prestations sont rémunérées par application d'un prix global forfaitaire égal à :

- montant HT euros (en chiffres)
- montant HT euros (en lettres)
- TVA au taux de 20 %
- montant TTC euros (en chiffres)
- montant TTC euros (en lettres)

En cas de groupement, la répartition de la rémunération entre les membres du groupement est annexée à ce document unique.

Article 34 – Durée du marché

Le marché commence à la date de l'accusé de réception de sa notification.

Le délai de livraison des fournitures est de

Article 35 – Description des fournitures

SPECIFICATIONS TECHNIQUES ET FONCTIONNELLES

Dans le cas d'une fin de commercialisation d'un modèle de matériel proposé dans le marché, le fournisseur retenu s'engage à remplacer ce modèle par une gamme dont les caractéristiques techniques et les performances seront au moins équivalentes (dernier modèle sur le marché) sans surcoût.

Caractéristiques techniques des tableaux numériques interactifs

- système tactile multitouches 10 points de contacts simultanés permettant un travail collaboratif.
- dimension totale : entre 2006 x 1292 mm
- dimension minimale de la surface active : 1900 x 1189
- résolution 32 768 x 32 768
- vitesse de lecture 118 pouces par seconde
- vitesse de sortie 83 paires de coordonnées par seconde
- résolution de taille d'objet > 8 mm de diamètre
- temps de réponse (clic/ premier clic) : 30ms
- temps de réponse (clic continu / écriture) : 12 ms
- précision du positionnement < 2 mm
- saisie utilisateur toucher du doigt, du stylet (récepteur sans fils, ni batterie fonctionnant avec la solution proposée) ou tout autre objet pour naviguer
- technologie de numérisation : infrarouge
- exigences en matière d'alimentation : alimentation USB
- connexion à l'ordinateur par USB 2.0 et USB 3.0
- surface du tableau : effaçable à sec, surface résistante, indéchirable et nettoyable
- diagonale nominale de surface active = 88 pouces, soit 2243 mm

Il sera fourni avec logiciels dédiés, destinés à l'enseignement de cours interactifs, reconnus d'intérêt pédagogique par le ministère de l'éducation nationale (RIP), des applications internet de navigation sécurisée, possibilité de captures de documents types travaux d'élèves, reconnaissance graphique. Dialogue basique des logiciels entre eux.

Ces logiciels seront disponibles sous un environnement Windows 10 minimum, en licence illimitée (installation possible sur les ordinateurs des enseignants).

Caractéristiques techniques des systèmes audio

Système audio pour les tableaux numériques interactif à technologie multi-tactile :

- Système audio composé de deux haut- parleurs ou de barres de son stéréo et amplifiés
- Puissance de chaque > à 2 x 20 W, relié par câble haut-parleur, réglage et contrôle des volumes des graves et des aigus.
- Une prise RCA pour relier une source
- Support de fixation de chaque côté du tableau numérique
- Entrées 1 x HDMI – 2 x VGA – 1 x Audio - Mini JACK – 1 x USB – 1 x RS232 – 1x RJ45
- Sorties 1 x VGA – 1 x Audio

Caractéristiques techniques des vidéoprojecteurs

Vidéoprojecteur à ultracourte focale pour tableau numérique interactif multitactile :

- Suppression des ombres portées
- Résolution native minimum WXGA (1280 x 800)
- Aspect ration natif : 16 :10, 4 : 3 , 16 : 9, fill letterbox
- Ratio focale : 0.35
- Contraste : 3000 : 1
- Luminosité = minimum 2500 lumens ANSI
- Durée de vie de la lampe > 5000 heures
- Mise au point manuelle
- Silencieux (moins de 36 db)
- Barre de sécurité
- Verrouillage par code secret et verrouillage du clavier numérique
- Connectique informatique : 2VGA (HD15)
- Connectique vidéo analogique : 1 vidéo composite (RCA)
- Connectique vidéo numérique : 1 HDMI
- Connectique audio : 1 entrée associée à l'informatique (jack 3.5 stéréo), 1 entrée RCA, 1 sortie RCA et 1 sortie (jack 3.5 stéréo)
- Connectique USB : 1 USB A
- Connectique de contrôle : 1 RJ 45, 1 RS-232C
- Protection antivol

- Fonction direct power ON/OFF
- Extinction automatique
- Livré avec télécommande, piles, manuel d'utilisation en français, câbles d'alimentation et VGA.
- Compatible management à distance via le réseau.

Caractéristiques techniques des structures de fixation

- Structure mécanique fonctionnant par système de ressorts et contrepoids
- Bras articulés supportant le vidéoprojecteur ultra courte focale
- Toutes hauteurs de réglage possibles entre 35 – 95 cm +/- 50 mm
- Mouvement solidaire vidéo projecteur et écran
- Verrouillage de l'ajustement par goupille

INSTALLATION

Les salles étant de dispositions différentes, des visites sur sites devront être organisées par le candidat pour préparer au mieux l'installation du matériel.

La mise en place du matériel sera assurée par le titulaire du marché. Cette opération d'installation comprendra pour chaque tableau :

- La fixation du support mural
- La fourniture de tout le matériel nécessaire à la fixation du matériel et à son raccordement
- Toutes les opérations de connexion, de raccordement et de mise en tension
- La mise en place des tableaux numériques interactifs, du système audio et du vidéoprojecteur
- Alimentation électrique centralisée permettant d'alimenter le tableau, le vidéoprojecteur et le système audio en une seule prise.
- Toutes les opérations de réglage et du calibrage du matériel

Le titulaire devra fournir un planning détaillé des jours de livraison et d'installation.

L'installation et la mise en ordre de marche seront effectuées par le titulaire, sous sa responsabilité, sans supplément de prix.

Le titulaire s'engage à procéder à l'installation du matériel sous 2 semaines à réception de la livraison. Lorsque les opérations d'installation et de mise en ordre de marche seront validées, la Mairie de Brando prononcera la réception. Celle-ci pourra être provisoire ou définitive (avec ou sans réserve). Le soumissionnaire s'engage à lever les réserves dans les trente jours suivant la réception. Passé ce délai les pénalités seront appliquées.

Une fiche de recette sera établie par le titulaire, pour chaque système et logiciel, afin de valider la conformité des solutions déployées. La réception définitive prononcée par la mairie fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront annexés les documents ci-dessus.

NETTOYAGE DU CHANTIER

Le titulaire du marché devra exécuter avec le plus grand soin le nettoyage du chantier après chaque opération, recycler tous ses déchets selon la législation en vigueur.

GARANTIE

Le titulaire devra assurer la garantie totale de son matériel pendant 5 ans sur site, à compter de la date de réception des équipements après installation, vérification et essais pratiques. Cette garantie portera sur les pièces, la main-d'œuvre et déplacements avec une intervention sur site sous 48h jours ouvrables avec échange des matériels défectueux sous 72h.

MAINTENANCE

Le titulaire du marché devra assurer la maintenance du matériel sur site, durant au moins quatre ans. Cette maintenance concernera : les tableaux numériques interactifs et le logiciel dédié, les systèmes audio, les vidéoprojecteurs (lampes comprises), les structures de fixation murale ajustables en hauteur.

Cette prestation de maintenance comprendra :

- le déclenchement des interventions sur appel téléphonique ou par mail envoyé par le Directeur de l'école

- Les interventions pour dépannage sur site (le candidat indiquera sa Garantie de Temps d'Intervention dans le DPGF).
- La transmission du diagnostic de panne dans les 24h suivant l'intervention.
- La fourniture de toutes les pièces nécessaires à la réparation du matériel (y compris le remplacement des lampes des vidéoprojecteurs).
- Enlèvement et dépose du matériel
- La gestion du SAV et des échanges constructeurs
- Le prêt de matériel sous 72h, à caractéristiques techniques au minimum équivalentes, en cas d'immobilisation pour retour atelier et ce quelle que soit la durée de la réparation.
- Assistance à notre service informatique
- Le candidat s'engage à être le seul interlocuteur en cas de panne matérielle et logicielle.

CONDITIONS DE LIVRAISON

Délais et conditions de livraison

Le prestataire assume l'entière responsabilité du transport et des livraisons, que celles-ci soient effectuées par ses soins ou par un transporteur privé.

Le titulaire s'engage à respecter les délais de livraison qu'il aura renseignés dans le formulaire de questions réponses.

Les fournitures, objet du marché sont livrées dans les lieux et aux horaires indiqués dans les bons de commande, elles sont accompagnées d'un bon de livraison.

Le candidat indiquera son délai de livraison du matériel à compter de la réception du bon de commande.

Les matériels sont livrés franco de port et d'emballage.

Documentation.

Une documentation complète et détaillée, en français, devra être remise au format électronique pour chaque matériel pour son utilisation, son administration et son exploitation. Cette documentation devra couvrir de manière exhaustive l'ensemble des éléments de la configuration livrée, matériels et logiciels inclus.

Le titulaire du marché s'engage à fournir avant réception définitive :

- Les documents d'équipement
- Une notice de fonctionnement, de conduite et d'entretien
- Les CD d'installation des systèmes d'exploitation et des logiciels
- Les documents relatifs aux différentes licences installées

Vérification et admission

Toute fourniture ne correspondant à aucun bon de commande ou non conforme au bon de livraison sera refusée de plein droit.

Les opérations qualitatives et quantitatives sommaires auront lieu au moment de la livraison. En cas de contestation, mention en sera faite sur le bon de livraison par la personne réceptionnant.

Dans tous les cas la personne chargée de la réception disposera d'un délai de 5 jours ouvrés pour toutes réclamations concernant la conformité de la livraison du bon de commande ou du bon de livraison.

Tout échange ou toute reprise doivent être effectués obligatoirement par le titulaire et ce à ses frais. Le titulaire devra obligatoirement remettre un bon de reprise.

Lieu de livraison et d'exécution des prestations

Les prestations d'installation auront lieu sur le site suivant

Ecole Augustin LUCCIANI
20222 ERBALUNGA

Cas de dépassement des délais contractuels de livraison des matériels.

En cas de retard dans les livraisons, et en l'absence de production de pièces justifiant l'incapacité à tenir les délais, le titulaire subit des pénalités dont le montant s'élève à 50€ par jour calendaire de retard et par Tableau Numérique Interactif.

Pénalités relative à la maintenance

En cas de retard dans la remise en état d'un TNI, le fournisseur se verra appliquer 50€ par jour ouvré de retard.

ASSISTANCE

Le candidat devra proposer un service d'assistance téléphonique en français, de 9h00 à 18h00 jours ouvrables, via un numéro de téléphone non surtaxé. Il détaillera dans son offre le processus de gestion des appels (y compris la phase de diagnostic).

FORMATION DU PERSONNEL

Le titulaire proposera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations objet du marché. Les candidats détailleront le contenu de formation dans le formulaire de questions / réponses joint à l'appel d'offres. Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser la formation si le contenu lui paraît insuffisant.

CERTIFICATIONS

Le matériel fourni devra répondre aux certifications NF et aux normes européennes en vigueur. Si ce n'est pas le cas le titulaire devra justifier que le matériel est compatible avec une utilisation sur le territoire français.

Article 36 – Emballage

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-TIC, les emballages sont conservés par le pouvoir adjudicateur.

Article 37 – Transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

Article 38 – Modalités de livraison

Les fournitures doivent être livrées selon les modalités suivantes :
Voir article 35

Article 39 – Installation et mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel et de l'application informatique sont réalisées par le titulaire dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG-TIC.

Article 40 – Opérations de vérifications

Les modalités de vérifications quantitatives et qualitatives sont exposées dans les documents techniques du marché.

La personne chargée des vérifications est :
Monsieur Dominique BERTI, conseiller municipal

Article 41 – Décisions après vérifications

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-TIC. La personne chargée des vérifications des prestations est : Monsieur Dominique BERTI, conseiller municipal.

Article 42 – Modalités de paiement

Les paiements sont effectués par le versement d'acomptes et d'un solde.

Le paiement intervient par acomptes versés au début de chaque mois pour les fournitures livrées le mois précédent.

Article 43 – Forme des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

Aucune exigence particulière n'est imposée au titulaire concernant la forme de la demande de paiement. Celle-ci doit néanmoins respecter les usages de la profession et comporter les mentions légales obligatoires fixées à l'article L441-3 du code de commerce (nom et adresse des parties, date de la vente ou de la prestation de service, la quantité, la dénomination précise, le prix unitaire hors TVA des produits vendus et des services rendus ainsi que toute réduction de prix acquise à la date de la vente ou de la prestation de service et directement liée à celle-ci).

Article 44 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Article 45 – Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Article 46 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article 40 de la loi du 28 janvier 2013, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros conformément à l'article 9 du décret du 29 mars 2013.

Article 47 – Paiement

En cas de paiement sur un seul compte, le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :

Libellé du compte :

Domiciliation :

Adresse :

CODE IBAN :

Code BIC :

En cas de paiement sur plusieurs comptes, dupliquer et remplir l'annexe "en cas de réponse en groupement" autant de fois que nécessaire.

Les paiements sont effectués en euros.

Article 48 – Origine des fournitures

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret relatif aux marchés publics, origine des fournitures en pourcentage de la valeur totale des produits composant l'offre :

- ☐ Pays de l'Union européenne, France comprise :%.
- ☐ Pays membre de l'Organisation mondiale du commerce signataire de l'accord sur les marchés publics (Union européenne exclue) :%.
- Autre :%.

Article 49 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-TIC, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

Article 50 – Garantie technique

Les dispositions des articles 30.1 à 30.6 du CCAG-TIC s'appliquent.

Article 51 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 52 – Pénalités de retard

Les pénalités journalières de retard sont prévues à l'article 14.1 du CCAG-TIC.

Article 53 – Règles générales d'application des pénalités

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché. Le terme "d'exonération" s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil est dépassé.

Article 54 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 40.2 du CCAG-TIC, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 55 – Résiliation

Le présent document ne déroge pas au CCAG-TIC en ce qui concerne les modalités de résiliation du marché.

Article 56 – Attribution de compétence

Le Tribunal administratif de Bastia est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Article 57 – Dérogations

L'article 36 - Emballage déroge à l'article 19.2.2 du CCAG-TIC.

L'article 54 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire déroge à l'article 40.2 du CCAG-TIC.

Article 58 – Contractant

Je soussigné,

Nom et Prénom :

☐ Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à :

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET :

Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de :

Sous le n°

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

- ☐ Je suis le mandataire solidaire des membres du groupement conjoint présenté en annexe
- ☐ Je suis le mandataire non solidaire des membres du groupement conjoint présenté en annexe
- ☐ Je suis le mandataire des membres du groupement solidaire présenté en annexe

☐ Agissant pour le nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) :

Domicilié à :

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET :

Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de :

Sous le n°

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

- ☐ La société désignée ci-dessus est le mandataire solidaire des membres du groupement conjoint présenté en annexe
- ☐ La société désignée ci-dessus est le mandataire non solidaire des membres du groupement conjoint présenté en annexe
- ☐ La société désignée ci-dessus est le mandataire des membres du groupement solidaire présenté en annexe

Désigné dans le marché, sous le nom " titulaire " ;

- après avoir pris connaissance du document unique et des documents qui y sont mentionnés ;
- M'ENGAGE à produire, si mon offre est retenue et si je ne les ai pas déjà fournis à l'appui de mon offre, les pièces prévues à l'article 51 du décret relatif aux marchés publics dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui m'en sera faite par la personne signataire du marché.
- M'ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 59 – Engagement du candidat

Fait en un seul original

A
le

Mention manuscrite "lu et approuvé"

Signature(s) du(des) candidat(s) (représentant(s) habilité(s) pour signer le marché)

Article 60 - Acceptation du marché (à remplir par le pouvoir adjudicateur)

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A.....le.....

Signature de l'autorité compétente en vertu de Délibération du 9 avril 2014.

Article 61 - Date d'effet du marché

En cas d'envoi électronique en LRAR :

Saisir ci-dessous la date de réception par le titulaire et les références du courrier électronique

Reçu par le titulaire le

Références:

En cas d'envoi postal en LRAR :

Coller ci-dessous l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché »

A,

le

Signature du titulaire

Cadre pour nantissement ou cession de créance : (1)

Formule d'origine

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

- la totalité du marché (2)
- la partie des prestations évaluées à euros (en lettres)
- et devant être exécutées par en qualité de co-traitant.

A ,
le (3)

Signature,

(1) A remplir par le pouvoir adjudicateur en original sur une photocopie.

(2) Rayer la mention inutile.

(3) Date et signature originales.

ANNEXE - En cas de réponse en groupement

(A reproduire pour chacun des cotraitants)

Acheteur : Commune de Brando

BP 28

Erbalunga

20222 BRANDO

04.95.33.20.84

Fourniture et installation de tableaux numériques interactifs

Cotraitant n°....

Désignation du cotraitant :

Je soussigné,

Nom et Prénom :

☐ Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à :

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET :

Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de :

Sous le n°

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

☐ Agissant pour le nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société

:

.....

Domicilié à :

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET :

Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de :

Sous le n°

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

☐ En tant que membre du groupement conjoint

☐ En tant que membre du groupement solidaire

- après avoir pris connaissance du document unique et des documents qui y sont mentionnés ;
- M'ENGAGE à produire, si mon offre est retenue et si je ne les ai pas déjà fournis à l'appui de mon offre, les pièces prévues à l'article 51 du décret relatif aux marchés publics dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui m'en sera faite par la personne signataire du marché.
- M'ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

Description des prestations réalisées	Montant HT

Paiement

☐ Les prestations décrites ci-dessus sont payées sur le compte du mandataire solidaire
☐ Les prestations décrites ci-dessus sont payées directement sur le compte suivant
 Libellé du compte :
 Domiciliation :
 Adresse :
 CODE IBAN :
 Code BIC :